

Vers une société contributive de pair à pair - 1

Et si le pair-à-pair n'était pas seulement un moyen pratique d'échanger des fichiers mais aussi le modèle et le moteur d'une nouvelle organisation sociale ? Michel Bauwens a un plan...

Ah le P2P, que de souvenirs pour les moins jeunes... Napster, Gnutella, eDonkey et d'autres qui faisaient la nique aux droits d'auteur et nous permettaient de récupérer comme de transmettre toutes sortes de ressources numériques par nos ordinateurs individuels, avec la technique simple et efficace du Pair à pair : puisque nos ordinateurs ont la possibilité d'entrer en contact les uns avec les autres, pourquoi donc passer par un point central et demander une permission ?

Les logiciels et réseaux de P2P ont disparu après des poursuites judiciaires, mais le protocole BitTorrent est toujours disponible et encore utilisé par exemple pour la distribution massive de logiciels libres ou *open source*. Faut-il rappeler aussi que PeerTube, maintenant en version 1.4.1, utilise le protocole WebTorrent qui repose sur le principe du pair-à-pair ?

Cette technologie déjà ancienne semble toujours promise à un bel avenir, dans le mouvement général de re-décentralisation (le navigateur Beaker, le protocole `://:dat`, et encore tout cela...

... mais élargissons un peu le champ et voyons comment Michel Bauwens a envisagé **une pratique sociétale du pair-à-pair**, lui qui déclarait dès 2012 :

« Le P2P est le socialisme du XXI^e siècle ! » et « La révolution induite par le P2P aura des effets similaires à ceux provoqués par l'apparition de l'imprimerie au XV^e siècle » (source)

Michel Bauwens n'est pourtant ni un redoutable révolutionnaire ni un prophète gourou à la barbe fleurie. C'est un tranquille soixantenaire qui avec sa Fondation P2P s'active sérieusement pour proposer de changer de monde.

Comme vous allez peut-être le découvrir à travers notre traduction de cette page

wiki de la fondation P2P, c'est toute une conception raisonnée de la société qu'il expose en prenant appui (quelle surprise) sur les Communs et les logiques collaboratives déjà à l'œuvre dans le Libre. Voici aujourd'hui une première partie, les autres suivront. Vous trouverez au bas de cet article des liens vers des ressources complémentaires, ainsi que la possibilité de commentaires qui sont comme toujours, ouverts et modérés.

Traduction Framalang : CLC, goofy, mo, Delaforest, avec l'aimable contribution de Maïa Dereva



Photo par gullig / Jane Mejdahl [CC BY-SA 2.0]

Un nouveau mode de production est en train d'apparaître, c'est-à-dire une nouvelle façon de produire tout ce que l'on veut, que ce soit du logiciel, de la nourriture ou des villes. Nous découvrons maintenant (la plupart du temps c'est en fait une redécouverte) comment réaliser, grâce à la libre association de pairs, tout ce qui nécessitait autrefois des organisations rigides et une société structurée par une conception pyramidale.

Il est désormais de plus en plus clair que l'entrée dans une ère qui se définit par une philosophie associant liberté d'association de pairs et horizontalité n'implique pas que la structure institutionnelle en tant que telle doive disparaître : celle-ci va simplement subir des transformations profondes. Dans le modèle émergent de la production entre pairs, très présent dans l'industrie du logiciel libre, nous pouvons observer des interactions entre trois types de partenaires :

- une communauté de contributeurs qui créent des communs de la

- connaissance sous forme de logiciels ou de *design* ;
- une coalition d'entrepreneurs qui créent une valeur marchande en prenant appui sur ces biens communs ;
 - un ensemble d'institutions à but non lucratif qui gèrent « l'infrastructure de la coopération ».

Il existe une nette division du travail institutionnel entre ces trois acteurs.

Les **contributeurs** créent une valeur d'usage qui réside dans l'innovation partagée de communs de la connaissance, de *design* ou de code.

L'**association** à but non lucratif gère et défend l'infrastructure générale de la coopération qui rend le projet soutenable « collectivement ». Par exemple, la Fondation Wikimedia collecte les fonds qui servent à financer l'espace nécessaire de serveurs sans lequel le projet Wikipédia ne pourrait exister.

La **coalition d'entrepreneurs** rend viable l'activité des contributeurs individuels en leur fournissant un revenu et, bien souvent, elle apporte aussi les moyens financiers qui permettent d'assurer la pérennité des associations à but non lucratif.

Par ailleurs, pouvons-nous acquérir des connaissances sur l'organisation de ce nouveau mode de création de valeur, apprendre quelque chose d'utile, non seulement à ces communautés, mais aussi à la société dans son ensemble ? Ces nouvelles pratiques sociales pourraient-elles faire apparaître une nouvelle forme de pouvoir et un nouveau modèle de démocratie pouvant servir de réponse à la crise de la démocratie que nous connaissons actuellement ? Je répondrais résolument par un OUI à cette question et, plus encore, je dirais que nous assistons à la naissance d'une nouvelle forme d'État, un État « P2P » si l'on veut.

Examinons les mécanismes du pouvoir et les stratégies de la production entre pairs.

1. La logique post-démocratique de la communauté

Précisons avant tout, et c'est plutôt surprenant, que ces communautés ne sont pas des démocraties. Pourquoi donc ? Tout simplement parce que la démocratie, le marché et la hiérarchie sont des modes de répartition de ressources limitées.

Dans les systèmes hiérarchiques, ce sont nos supérieurs qui décident ; sur les marchés, ce sont les prix ; dans les démocraties, c'est « nous » qui sommes les décideurs. Mais lorsque les ressources sont illimitées, comme c'est le cas pour ce qui est de la connaissance, du code ou du design, ce n'est plus véritablement utile, puisque connaissance, code ou design peuvent être copiés et partagés à un coût marginal.

Ces communautés sont de véritables « poly-archies » où le pouvoir est de type méritocratique, distribué et *ad hoc*. Chacun peut contribuer librement, sans avoir à demander l'autorisation de le faire, mais cette liberté de contribution *a priori* est contrebalancée par des mécanismes de validation communautaires *a posteriori* : la validation émane de ceux dont l'expertise est reconnue et qui sont acceptés par la communauté, ceux que l'on appelle les « mainteneurs » ou encore les « éditeurs ». Ce sont eux qui décident quelle part d'un logiciel ou d'un design est acceptable. Ces décisions s'appuient sur l'expertise de certains, non sur un consensus communautaire.

L'opposition entre participation inclusive et sélection pour atteindre l'excellence existe dans tout système social, mais ce problème est réglé plutôt élégamment dans le modèle de la production entre pairs. Ce qui est remarquable ce n'est pas que celui-ci permet d'éviter tout conflit, c'est plutôt qu'il rend « inutile » le conflit puisque l'objectif de la coopération est compatible avec une liberté maximale de l'individu. En fait, le modèle de production entre pairs correspond toujours à une coopération « orientée objet », et c'est cet objet spécifique qui déterminera le choix des mécanismes de « gouvernance par les pairs ».

Le principal mécanisme d'attribution dans un projet qui remplace marché, hiérarchie et démocratie repose sur une répartition des tâches. Contrairement au modèle industriel, il n'y a plus de division du travail entre les différents postes de travail, la coordination mutuelle fonctionnant via des signaux stigmergiques.

L'environnement de travail étant construit pour être totalement ouvert et transparent (on appelle cela « l'holoptisme »), chacun·e des participant·e·s peut voir ce qu'il est nécessaire de faire et décider alors s'il/elle apportera sa contribution spécifique au projet.

Ce qui est remarquable dans ce nouveau modèle, c'est qu'il combine une coordination mondiale et une dynamique de petits groupes caractéristiques du

tribalisme primitif, et ce sans qu'aucune structure ne donne d'ordres ni n'exerce son contrôle ! En fait, on peut dire que la production entre pairs permet une dynamique de petits groupes à l'échelle mondiale.

Bien sûr, il peut y avoir des conflits entre les contributeurs puisqu'ils travaillent ensemble, et il y en a ; cependant ces conflits ne sont pas réglés de manière autoritaire mais au moyen d'une « coordination négociée ». Les différends sont « évacués » dans les forums, les listes de discussion ou les *chats* que ces communautés utilisent pour coordonner leur travail.

La décision hiérarchique qui demeure, celle d'accepter ou non la modification apportée à un programme, nécessaire si l'on veut préserver la qualité et l'excellence de ce qui a été produit, est contrebalancée par la liberté de « prendre une autre voie » (*fork*). Cela signifie que ceux ou celles qui sont en désaccord ont toujours la possibilité de partir avec le code source et de créer une autre version où leurs choix prévaudront. Ce n'est pas une décision facile à prendre mais cela permet la création d'un contre-pouvoir. Les mainteneurs savent que toute décision injuste et unilatérale peut conduire à une chute du nombre de participant·e·s au projet et/ou les amener à créer un *fork*.

[À suivre...]

Pour aller plus loin...

- Le portail francophone de la Fondation P2P
- Le peer to peer : nouvelle formation sociale, nouveau modèle civilisationnel
- De nombreux articles en français sur le site de la Fondation P2P
- La vidéo d'une conférence de M. Bauwens à Montréal en mars 2016
- Comment créer une véritable économie des Communs, par Maïa Dereva et Michel Bauwens.

Une société P2P ? Les opposants déjà mobilisés



Illustration réalisée avec <https://framalab.org/gknd-creator/>

Ils liquident la démocratie, si nous la rendions liquide ?

Avec un pourcentage très important d'abstentions, les dernières élections ont fait apparaître une fois encore l'insatisfaction éprouvée par tous ceux qui estiment que le mode de scrutin ne leur convient pas : pas de prise en compte des votes blancs dans les suffrages exprimés, candidats choisis et présentés par les partis et souvent parfaitement inconnus des électeurs, offre électorale réduite au choix du « moins pire » par l'élimination arithmétique des « petites listes » au deuxième tour, etc. Plus largement, et sans entrer dans les débats sur la tumultueuse

situation actuelle, de gros doutes sur la représentativité des politiques une fois élus se sont durablement installés, au point que certains en viennent à souhaiter tourner la page de la démocratie représentative (notre framasoftien Gee est lui-même étonné d'avoir touché juste) et expliquent avec de solides arguments qu'ils n'ont pas voté et ne le feront pas.

Bien sûr des propositions existent, plus ou moins crédibles (à chacun d'en juger) : certains veulent passer à la VI^e République, d'autres veulent un processus transparent et démocratique pour déterminer les candidats aux prochaines élections présidentielles, d'autres encore militent pour la prise en compte du vote blanc...

L'article que Framalang a traduit pour vous détaille l'intérêt de la *démocratie liquide*, processus peu connu mais utilisé par plusieurs Partis Pirates avec l'outil LiquidFeedback (notez qu'il nécessite toutefois un tutoriel assez dense). Dans la même catégorie, il existe Loomio qui propose d'optimiser les prises de décision collectives et qui pourrait être proposé au cours de l'année prochaine dans le cadre de notre campagne Degooglisons.

Il se peut que vous trouviez la *démocratie liquide* une possibilité intéressante et à mettre en pratique, ou au contraire irréaliste, voire dangereuse (proposer le vote électronique même chiffré peut susciter des inquiétudes), nous souhaitons seulement en publiant cette traduction vous inviter à nous faire part librement de vos réactions.

La démocratie liquide : une véritable démocratie pour le 21^e siècle

par Dominik Schiener

Article original publié sur Medium : Liquid Democracy : True Democracy for the 21st Century

Traduction Framalang : valvin, KoS, r0u, roptat, Myrsa, audionuma, Éric, McGregor, goofy, sebastien, Vincent, simon, Obny, mseyne

La démocratie liquide, aussi appelée démocratie par délégation, est un puissant modèle de scrutin pour la prise de décision collective au sein de grandes communautés. La démocratie liquide combine les avantages de la démocratie directe *et* ceux de la démocratie représentative. Elle crée un type de scrutin réellement démocratique, qui confère aux électeurs le pouvoir de voter directement sur un sujet ou de déléguer leur droit de vote à un tiers de confiance.

Au travers de la délégation, les personnes qui disposent d'un savoir dans un domaine spécifique sont capables d'influencer davantage le résultat des décisions, ce qui de fait mène à une meilleure gouvernance de l'État. Grâce à cela, la démocratie liquide se transforme naturellement en une méritocratie, dans laquelle les décisions sont principalement prises par ceux qui ont le type de connaissances et d'expériences requis pour prendre des décisions éclairées sur les sujets concernés.

Globalement, la démocratie liquide dispose d'un gros potentiel pour constituer le socle de la prise de décision, non seulement dans des communautés virtuelles, mais aussi dans des communautés locales et des gouvernements tout entiers. L'objectif de cet article de blog est de donner au lecteur un aperçu de ce qu'est la démocratie liquide et des avantages qu'elle offre à ses participants. D'autres articles sur le même sujet suivront.

Qu'est qui ne va pas dans la démocratie aujourd'hui ?

Même s'il existe de nombreuses formes de démocratie, les deux seules actuellement en place sont la démocratie directe et la démocratie représentative (et un hybride des deux). Décrivons-les :

- **La démocratie directe** : les électeurs sont directement impliqués dans le processus de prise de décision de l'État. Ils expriment continuellement leurs opinions en votant sur des sujets. Les démocraties directes offrent le contrôle total à leurs citoyens et une égalité dans la responsabilité. Malheureusement, les démocraties directes ne fonctionnent pas à une grande échelle en raison principalement la loi du moindre effort et du renoncement au droit de vote, à cause du nombre sans cesse croissant de sujets réclamant l'attention des électeurs à mesure que la communauté s'agrandit. Il devient tout simplement impossible pour chaque électeur de se tenir informé sur tous les sujets, que ce soit par manque de temps,

d'envie ou d'expertise. Cela conduit à une faible participation électorale et à une insatisfaction des électeurs au sein de la communauté. Les démocraties directes dans leur forme pure ne sont tout simplement pas applicables dans les communautés de grande taille.

- **La démocratie représentative** : la forme de démocratie la plus répandue implique le fait de confier son droit de vote à des représentants qui agissent au nom des citoyens pour prendre des décisions. Les représentants sont généralement (du moins, on l'espère) des experts dans le domaine dont ils sont disposés à s'occuper et ils représentent les intérêts de la communauté au sein d'un organe représentatif (par exemple, le parlement). Les démocraties représentatives fonctionnent à grande échelle mais elles échouent à servir les intérêts de leurs citoyens. Les problèmes des démocraties représentatives sont nombreux mais pour résumer, en voici trois des principaux :

- Tout d'abord, les citoyens ne peuvent choisir leurs représentants que parmi un nombre restreint de candidats qui bien souvent ne partagent pas leurs idéologies ni leurs intérêts. La plupart du temps, les électeurs sont forcés de renoncer à leur préférence personnelle et doivent voter pour le candidat ayant le plus de chances d'être élu. Cela exclut en particulier les minorités du débat politique, qui perdent ainsi la possibilité de voir leurs opinions et leurs points de vue représentés au sein du gouvernement. De plus, il s'agit d'une des raisons principales expliquant pourquoi les jeunes aujourd'hui se désintéressent tant de la politique. [2] Si vous êtes jeune et que personne ne partage vos opinions, la seule solution est de protester et de ne pas voter du tout. Le fait que seuls 20 % des jeunes Américains aient voté aux élections de 2014 en est un signe fort.

- Ensuite, les représentants n'ont pas (ou peu) à rendre de comptes pour leurs actions pendant leur mandat. Les promesses faites pendant la période électorale n'ont pas à être appliquées et ne sont majoritairement rien de plus qu'un appât pour attirer des électeurs. Cela mène à des « cycles politiques électoraux », où les représentants élus essaient de convaincre les électeurs qu'ils sont compétents avant les prochaines élections, soit en faisant de nouvelles propositions qui sont appréciées par la population (mais qui ne seront probablement pas mises en place), soit en

- distribuant des *Wahlgeschenke* (cadeaux pré-électoraux) coûteux.
- Enfin, les démocraties représentatives peuvent mener à la corruption en raison de la concentration des pouvoirs. Considérer que les États-Unis sont vus comme une oligarchie suffit à démontrer que les démocraties représentatives constituent un terreau fertile à la corruption et aux conflits d'intérêts. En l'absence de sens des responsabilités et de comptes à rendre aux électeurs, agir pour l'intérêt du mieux-disant est plus facile que d'agir pour le bien de la population.

En dehors de ces failles évidentes dans les démocraties directes et représentatives, une autre, moins évidente celle-là, se situe dans les procédés de vote actuellement en place, qui sont complètement dépassés et ne sont plus en phase avec les technologies disponibles. Au lieu de mettre en place, sécuriser et faciliter le vote en ligne, les électeurs doivent se déplacer dans des bureaux de vote éloignés de leur domicile juste pour remplir un bulletin en papier [1]. Cela leur demande un effort supplémentaire et peut les inciter à renoncer à aller voter.

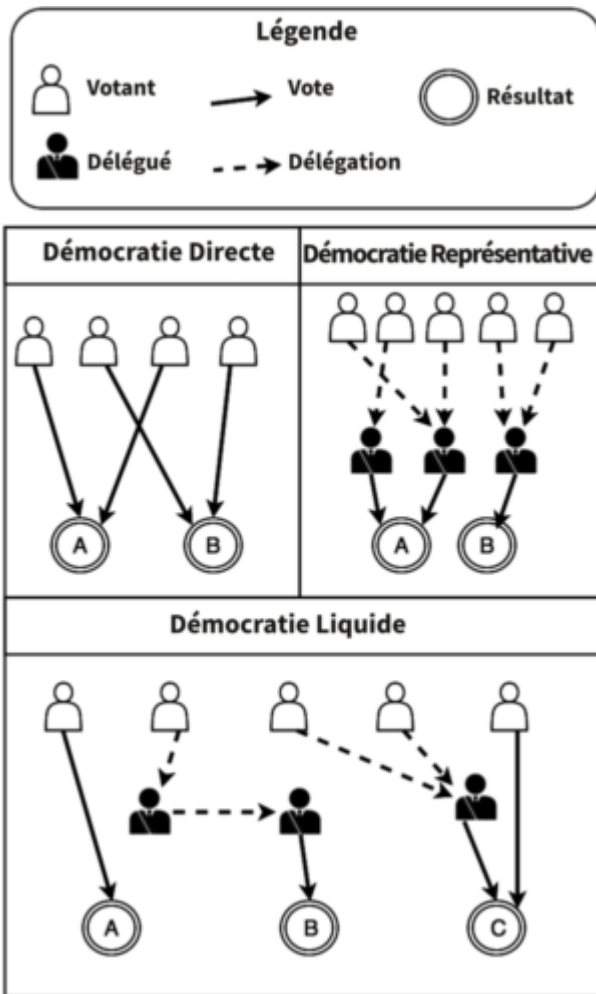
Ironiquement, c'est exactement ce que la démocratie essaie d'empêcher. L'opinion de chacun compte et devrait être incluse dans le processus de prise de décision collectif. Toutefois, les obstacles au processus de vote qui sont toujours présents aujourd'hui empêchent cela de se produire.

Qu'est-ce que la démocratie liquide ?

La démocratie liquide est une nouvelle forme de prise de décision collective qui offre aux électeurs un contrôle décisionnel complet. Ils peuvent soit voter directement sur des sujets, soit déléguer leur droit de vote à des délégués (c'est-à-dire des représentants) qui votent à leur place. La délégation peut être spécifique à un domaine, ce qui signifie que les électeurs peuvent déléguer leurs votes à différents experts de différents domaines.

Voilà qui change de la démocratie directe, où les participants doivent voter en personne sur tous les sujets, et de la démocratie représentative où les participants votent pour des représentants une seule fois par cycle électoral, pour ne plus avoir à se soucier de devoir voter de nouveau.

Le diagramme ci-dessous montre une comparaison entre les trois systèmes de vote.



Dans le modèle de la démocratie directe, tous les électeurs votent directement sur les questions. Dans le modèle de la démocratie représentative, ils élisent d'abord des représentants qui votent ensuite en leur nom. Le point intéressant mis en évidence par le diagramme est bien évidemment le modèle de la démocratie liquide. Là, les électeurs peuvent voter directement sur certaines questions (comme les deux électeurs indépendants sur les bords droit et gauche), ou peuvent déléguer leur vote à des représentants qui ont plus de connaissances spécialisées sur la question, ou simplement plus de temps pour se tenir informés.

La délégation est un signe de confiance. Un électeur fait confiance à un délégué pour le représenter dans certaines décisions. Si cette confiance est rompue (par des divergences idéologiques croissantes, ou par la corruption du délégué), il peut simplement révoquer la délégation et soit voter directement, soit déléguer sa voix à quelqu'un d'autre. Comme nous le verrons plus tard, cette notion de confiance provisoire est importante pour créer un sens de la responsabilité chez les délégués et les inciter à rendre des comptes.

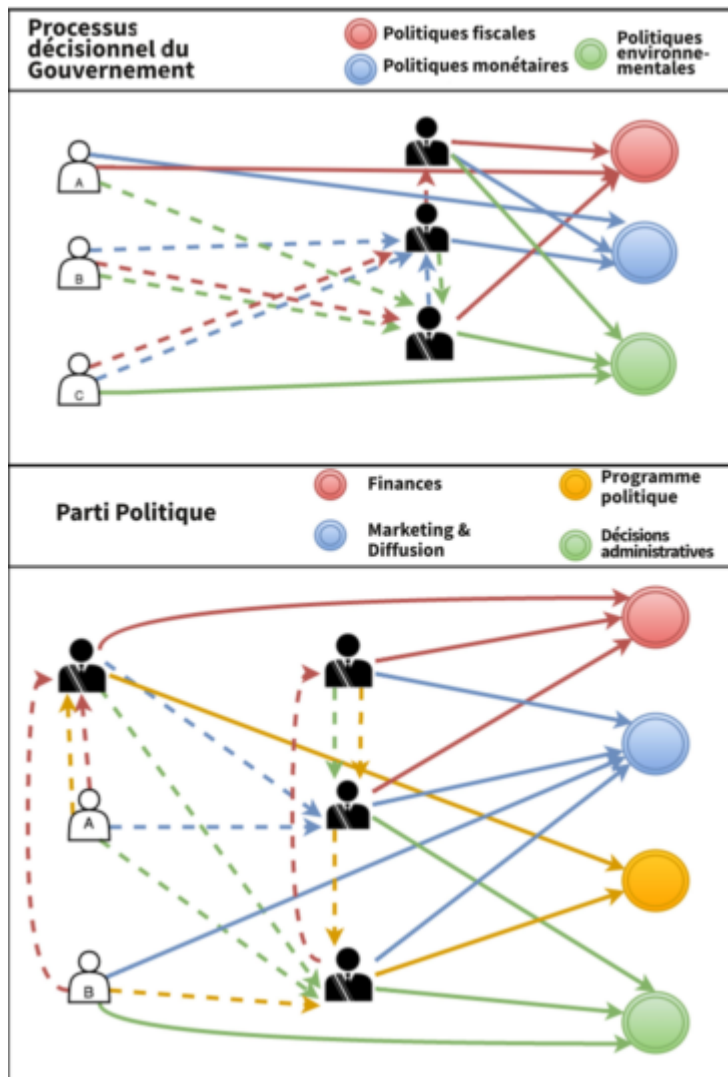
Une propriété importante de la démocratie liquide est la transitivité. La

délégation peut ne pas avoir lieu en un seul saut, elle est parfaitement transitive. Cela signifie que les délégués peuvent déléguer à d'autres délégués pour qu'ils votent à leur place et à celle des électeurs précédents (qui avaient délégué leur vote) dans la chaîne. Cette transitivité assure que des experts peuvent déléguer la confiance qu'ils ont accumulée à d'autres délégués sur certaines questions pour lesquelles ils n'ont pas suffisamment de connaissances et de recul.

Il manque dans le diagramme précédent la délégation spécifique à un domaine. Un électeur peut ne pas déléguer sa voix à un seul délégué, mais peut la déléguer à plusieurs autres délégués qui recevront ce droit en fonction du domaine de la question. Avec un tel système, il y a de fortes chances pour que des experts parviennent à influencer positivement le résultat du scrutin et conduisent à un résultat globalement meilleur.

La catégorisation des sujets est laissée à la décision de la communauté toute entière, mais une catégorisation très simple à l'intérieur d'un gouvernement pourrait être la politique fiscale, la politique monétaire, la politique environnementale...

Pour vous donner un autre exemple, prenons un parti politique qui utiliserait la démocratie liquide pour prendre ses décisions en interne. Les catégories qui auraient du sens pour une telle organisation seraient : *Finances*, *Marketing & diffusion*, *Programme politique* et *Décisions administratives*. Les décisions à prendre seraient réparties entre ces quatre catégories. Les membres du parti politique pourraient soit voter directement pour ces décisions, soit déléguer leur droit de vote à des personnes possédant un savoir plus spécialisé nécessaire pour se forger une opinion éclairée.



Permettez-moi d'expliquer le diagramme en détail, il peut sembler un peu confus à première vue. Concentrons-nous sur celui qui concerne le Gouvernement, le diagramme concernant les partis politiques est très similaire. En tout, il y a 6 électeurs, dont 3 qui ont pris la responsabilité d'être délégués. Comme mentionné précédemment, il existe trois types de sujets (et donc 3 types de domaine d'expertise) : *Politiques fiscales*, *Politiques monétaires* et *Politiques environnementales*.

Comme vous pouvez le constater, les 6 électeurs ont pratiquement tous délégué leur vote d'une façon ou d'une autre, à l'exception de la déléguée en haut, qui a voté de façon indépendante sur tous les sujets (elle doit être une véritable experte). L'électeur B a délégué chaque vote, soit il est trop occupé ou pas intéressé, soit il ne possède pas les compétences requises sur les sujets concernés.

Globalement, la démocratie liquide est à peine plus complexe que les démocraties

directe ou représentative. Mais les avantages qu'elle offre l'emportent largement sur cette difficulté initiale d'apprentissage. Voyons en détail quels sont ces avantages.

Pourquoi choisir la démocratie liquide ?

Maintenant que nous cernons mieux les problèmes soulevés par la démocratie de nos jours, et que nous avons un bon aperçu de la façon dont fonctionne la démocratie liquide, nous pouvons nous pencher davantage sur les raisons de préférer ce choix. Avant tout, nous devons fournir des arguments solides expliquant pourquoi la démocratie liquide est une bien meilleure solution que le *statu quo*. J'espère que nous y parviendrons en dressant une liste des caractéristiques et avantages principaux de la démocratie liquide par rapport aux démocraties directe et représentative.

La démocratie liquide est véritablement démocratique. Les électeurs ont le choix soit de voter en personne, soit de déléguer leur vote à quelqu'un d'autre. Cela tranche nettement avec les démocraties en place de nos jours, dans lesquelles les citoyens ne peuvent que voter systématiquement en leur nom propre (démocratie directe) ou pour un représentant à intervalles de quelques années (démocratie représentative). Dans ces deux modèles, les électeurs se retrouvent soit dépassés par le type de travail requis pour participer, soit déçus et pas suffisamment impliqués dans les prises de décision du gouvernement. La démocratie liquide leur fournit la liberté de décider de leur niveau d'engagement, tout en leur permettant de le moduler à tout moment. Cela signifie que la prise de décision d'un pays est confiée directement à la population tout entière.

La démocratie liquide présente peu d'obstacles à la participation. L'exigence minimale à satisfaire pour devenir délégué est d'obtenir la confiance d'une autre personne. Pratiquement toutes les personnes qui souhaitent endosser cette responsabilité peuvent avoir le statut de délégué. Aucun parti politique n'est nécessaire pour rallier des sympathisants à votre cause. À la place de campagnes électorales scandaleuses dans lesquelles les électeurs sont délibérément trompés, la compétence et les connaissances d'une personne sur un sujet suffisent à rallier des délégués. En limitant autant que possible les obstacles à la participation, le processus global de prise de décision, qui implique un échange d'idées, des commentaires et des débats, sera plus animé et il en jaillira davantage d'idées et de points de vue. Grâce à cela, le résultat du scrutin aura de plus fortes chances

de satisfaire une grande partie de la population et d'entraîner une meilleure gouvernance globale du pays.

La démocratie liquide, c'est la coopération, pas la compétition. De nos jours, dans les démocraties représentatives, la compétition durant la course aux élections est dominée par des dépenses de campagne élevées et inutiles, des tentatives pour démasquer des adversaires politiques et des mensonges délibérés pour tromper les électeurs. Souvent, de nombreux candidats perdent plus de temps à organiser des campagnes électorales pour remporter les élections qu'à se concentrer réellement sur leur supposé programme politique et sur les systèmes à mettre en place pour diriger un pays. Si s'assurer le vote des électeurs est plus important que la propre gouvernance du pays, c'est le signe que le système est miné de l'intérieur. Tout remporter et être élu, ou tout perdre. Voilà la devise de la démocratie de nos jours. Dans la démocratie liquide, cette compétition pour être élu représentant est écartée. À la place, les délégués rivalisent uniquement pour gagner la confiance des électeurs, ce qui ne peut être obtenu qu'en fournissant des efforts continuels et en apportant la preuve de ses compétences. Il est impossible de tromper les électeurs (tout du moins pas à long terme) et le mérite, la volonté et la capacité à améliorer la situation du pays font toute la différence.

La démocratie liquide crée de la responsabilité. La délégation est un indice de confiance. Si cette confiance est trahie, un électeur peut immédiatement désigner un autre délégué ou voter pour lui-même. Cette confiance provisoire entraîne un sens des responsabilités et du devoir de rendre des comptes chez les délégués, car ils peuvent perdre leur droit de vote à tout moment. Grâce à cela, ils sont plus enclins à agir de façon honnête et à voter dans l'intérêt des citoyens plutôt que dans le leur.

La démocratie liquide, c'est la représentation directe des minorités. Grâce à la quasi-absence d'obstacles à la participation, il est plus facile pour les minorités d'être représentées au sein du gouvernement. Cela signifie qu'aucune loi supplémentaire nécessitant un minimum de représentants issus de certaines minorités ethniques n'est exigée. En effet, la démocratie liquide constitue une représentation directe des différentes couches de la société et permet aux minorités et aux groupes ethniques, quelle que soit leur taille, de participer au processus de prise de décision et à la gouvernance du pays.

La démocratie liquide mène à de meilleures décisions. En évoluant en un réseau d'échanges qui prennent des décisions éclairées dans des domaines spécifiques, la démocratie liquide mène à de meilleures décisions globales. La démocratie liquide finit par évoluer en une méritocratie où les électeurs les plus talentueux, expérimentés et les mieux informés prennent les décisions dans leur domaine d'expertise.

La démocratie liquide est évolutive. De nos jours, les gens disposent de trop peu de temps pour se tenir au courant en permanence de la manière dont l'État est gouverné. Les décisions qu'il est nécessaire de prendre sont en nombre croissant, tandis que le temps est si précieux que beaucoup ne veulent simplement plus le passer à prendre des décisions de gouvernance. De plus, nous sommes dans une société de la spécialisation, et peu de gens sont réellement vraiment bien informés dans différents domaines. Du coup, au travers de la délégation, la prise de décision est placée entre les mains d'experts bien informés, dont le temps et les connaissances peuvent être dédiés à la meilleure gouvernance globale de l'État.

L'état actuel de la démocratie liquide

La raison principale pour laquelle la démocratie liquide n'a pas été mise en pratique durant la dernière décennie est principalement liée aux obstacles à sa mise en place. Les démocraties liquides, comme les démocraties directes, nécessitent une infrastructure technique de fond qui permet aux participants de constamment pouvoir voter directement ou par délégation. C'est uniquement par le biais d'Internet et avec les avancées de la cryptographie que cela a été rendu possible durant les dernières décennies.

Au-delà des obstacles technologiques, un obstacle de plus grande ampleur aujourd'hui relève de l'éducation. Le sondage Avez-vous entendu parler de la démocratie liquide ? le montre bien : seule une petite frange de la population a au mieux entendu parler de la démocratie liquide. Par voie de conséquence, afin de réussir à implanter la démocratie liquide dans des communautés de grande envergure, des efforts bien plus importants sont nécessaires pour éduquer les citoyens sur les avantages et les possibilités que peut offrir la démocratie liquide. La seule réelle réponse à cela est la création de cas concrets intéressants qui montreraient à la population externe ou interne à la communauté ce que la démocratie liquide signifie et apporte concrètement.

Un gros effort est déjà mené par les partis pirates en Europe, qui utilisent des logiciels du genre Liquidfeedback pour certaines décisions et même au cours de certaines élections. En outre, Google a récemment publié des résultats d'expérimentations internes de démocratie liquide. Nous verrons beaucoup d'autres développements dans ce domaine, et je pense que la démocratie liquide va bien progresser, avec de nouvelles initiatives qui se mettent en place. Je travaillerai personnellement sur une implémentation de la démocratie liquide sur Ethereum, et collaborerai aussi à quelques autres solutions de vote pour créer de nouveaux cas représentatifs.

Conclusion

La démocratie liquide est le modèle démocratique qui correspond le mieux à notre société actuelle. La technologie est prête, le seul levier qui manque est l'effort dans l'implémentation concrète, tandis que la recherche dans ce domaine relève plus du détail. Plus important encore est le besoin de déterminer quels modèles sont applicables pour la gouvernance (exécutive ou administrative) concrète d'un pays.

Je suis confiant dans le fait que dans les années qui viennent, beaucoup de questions que je me pose, comme tant d'autres, trouveront leur réponse. Qui sait, peut-être verrons-nous une petite ville, ou même juste un village, adopter la démocratie liquide dans une ou deux décennies. C'est tout à fait possible.

Sources

[1] <http://homepage.cs.uiowa.edu/~jones/voting/pictures/>

[2]

<http://www.civicyouth.org/2014-youth-turnout-and-youth-registration-rates-lowest-ever-recorded-changes-essential-in-2016/>



Quand on touche à la vie privée, c'est la démocratie qui est menacée (3/3)

Dans cette dernière partie, Eben Moglen nous donne quelques pistes pour protéger nos données personnelles.

Source : The Guardian, Privacy under attack: the NSA files revealed new threats to democracy

Traduction : Thérèse, fatalerrors (Geoffray Levasseur), goofy, audionuma, Diab, Paul, Omegax, lumi

L'incessante poursuite du profit qu'engendre l'extraction de données par tous les moyens légaux imaginables a causé une dévastation environnementale. Personne n'a jamais imposé les contraintes qui auraient dû exister dans l'intérêt de la protection contre la dégradation de l'environnement.



On a tendance à condamner le partage à outrance. On entend souvent dire que le véritable problème de la vie privée est que les enfants vont bien trop loin dans le partage. Quand vous démocratisez un média, ce que nous sommes en train de faire avec le Net, les personnes ordinaires auront naturellement tendance à en dire plus qu'elles ne l'ont jamais fait. Ce n'est pas un problème. Dans une société libre, les gens devraient être protégés dans l'exercice de leurs droits à en dire autant ou aussi peu qu'ils le souhaitent.

Le véritable problème est que nous sommes en train de perdre l'anonymat de la lecture, ce pour quoi personne n'a signé.

Nous avons perdu la capacité de lire anonymement, mais cette perte nous est dissimulée à cause de la manière dont nous avons construit le web. Nous avons donné au public des programmes appelés « navigateurs » que tout le monde peut utiliser, mais nous avons fait des « serveurs web » dont seuls les geeks peuvent faire usage — très peu de gens ont eu un jour l'occasion de consulter le journal d'un serveur web. C'est un immense échec de l'éducation à la technologie pour notre société, comme si l'on dissimulait aux enfants ce qui se passe quand des voitures entrent en collision et que les passagers ne portent pas de ceinture de sécurité.

Nous n'expliquons pas aux gens comment le journal d'un serveur web enregistre en détail l'activité des lecteurs, ni même combien on peut en apprendre sur eux simplement en sachant ce qu'ils *lisent*, et comment. À partir de ces journaux, vous pouvez savoir combien de temps chaque lecteur passe sur une page, comment il la lit, où il se rend ensuite, ce qu'il fait ou recherche à partir de ce qu'il vient de lire. Si vous pouvez rassembler toutes les informations qu'il y a dans ces journaux, alors vous commencez à posséder ce que vous ne devriez pas avoir.

Sans anonymat de la lecture il n'y a pas de liberté de l'esprit. C'est en effet littéralement l'esclavage. L'abolitionniste Frederick Douglass a écrit que la lecture était le chemin menant de l'esclavage à la liberté. Lorsqu'il décrit son propre cheminement dans ses mémoires, Douglass se souvient que lorsque l'un de ses propriétaires l'empêche de lire, « j'ai alors compris ce qui avait été pour moi une grande source de perplexité — à savoir, le pouvoir de l'homme blanc à

asservir l'homme noir. » Et si chaque livre ou journal qu'il avait touché l'avait signalé ?

Si vous avez un compte Facebook, Facebook surveille chaque instant que vous y passez. Mais plus important encore, chaque page visitée contenant un bouton « J'aime » informera Facebook que vous avez lu cette page, que vous cliquiez sur ce bouton ou non. Si le journal que vous lisez chaque jour contient un bouton « J'aime » de Facebook ou les boutons de services similaires, alors Facebook ou les autres services vous regardent lire le journal : ils savent quels articles vous avez lus et combien de temps vous avez passé dessus.

Chaque fois que vous twittez une URL, Twitter la raccourcit pour vous. Mais il s'arrange aussi pour que toute personne cliquant dessus soit surveillée par Twitter pendant qu'elle lit. Vous n'aidez pas seulement des gens à savoir ce qu'on trouve sur le Web, vous aidez aussi Twitter à lire par-dessus l'épaule de toutes les personnes qui lisent tout ce que vous recommandez. Ce n'est pas transactionnel, c'est écologique. C'est une destruction environnementale de la liberté de lire des autres personnes. *Votre* activité est conçue pour les aider à trouver les choses qu'elles veulent lire. L'activité de Twitter est de travestir aux yeux de tous la surveillance de la lecture qui en résulte.

Nous avons permis à ce système de grandir si rapidement autour de nous que nous n'avons pas eu le temps d'en comprendre les implications. Une fois que ces implications ont été bien pesées, les gens qui comprennent n'ont pas envie de parler, parce qu'ils ont un avantage et que cet avantage est dirigé contre vous. Puis la surveillance commerciale attire l'attention des gouvernements, avec deux résultats dont Snowden nous a apporté la preuve : la complicité et le vol qualifié.

Aussi pratiques, voire nécessaires, que leurs services puissent nous paraître, faute d'arriver à regagner la confiance de leurs clients, ils sont fichus.

Les entreprises spécialisées dans l'extraction de données croyaient, disaient-elles, qu'elles étaient simplement dans une situation de complicité avec le gouvernement. Après avoir créé des structures technologiques dangereuses qui fouillaient vos données personnelles, elles pensaient qu'elles étaient simplement engagées dans des négociations secrètes sur la quantité qu'elles devaient en livrer. C'était, bien sûr, un jeu où s'entremêlaient avidité et peur.

En gros, ce que les entreprises américaines d'extraction de données croyaient, ou voulaient nous faire croire qu'elles croyaient jusqu'à ce que Snowden les réveille, était qu'à travers leur complicité elles avaient obtenu l'immunité pour leurs vols qualifiés. Mais nous avons maintenant appris que leur complicité ne leur a rien rapporté. Elles nous ont vendu pour moitié, et le gouvernement a volé le reste. Elles ont découvert que ce qu'elles attendaient de l'honnêteté des grandes oreilles américaines, NSA et autres agences, elles étaient très loin de l'avoir obtenu. À l'évidence, l'attitude des grandes oreilles se résumait à : « Ce qui est à nous est à nous et ce qui est à vous est négociable... à moins que nous ne l'ayons d'abord volé. »

De même que l'industrie mondiale de la finance, les grandes entreprises d'extraction de données ont pris les promesses des grandes oreilles américaines trop au sérieux. C'est en tout cas l'interprétation charitable qu'on peut donner de leur conduite. Elles pensaient qu'il y avait des limites à ce que ferait le pouvoir.

Grâce à Snowden, que ce soit pour les extracteurs de données ou pour les grandes oreilles américaines, la situation n'est plus contrôlable politiquement. Ils ont perdu leur crédit, leur crédibilité, aux yeux du monde. Aussi pratiques, voire nécessaires, que leurs services puissent nous paraître, faute d'arriver à regagner la confiance de leurs clients, ils sont fichus.

Les problèmes environnementaux — tels le changement climatique, la pollution de l'eau, l'esclavage ou la destruction de la vie privée — ne se résolvent pas par des transactions entre individus. Il faut une union pour détruire l'esclavage. De même, l'essence de notre difficulté est l'union ^[1].

Cependant, une des caractéristiques des grands extracteurs de données est qu'il n'y a pas d'union des travailleurs, de syndicat, en leur sein ni autour d'eux. Ce sont maintenant des entreprises publiques, mais l'union des actionnaires ne contrôle pas efficacement les méfaits environnementaux qu'elles commettent. Ces entreprises sont d'une opacité remarquable en ce qui concerne leurs activités réelles et elles sont si profitables que les actionnaires ne tueront jamais la poule aux œufs d'or en remettant en cause l'éthique de leurs méthodes commerciales. Dans ces entreprises, un petit nombre d'individus puissants contrôle tous les votes ayant un effet concret ; la main d'œuvre n'a pas de voix collective.

Snowden a toujours été clair sur le fait que le remède à cette destruction

environnementale est la démocratie. Mais il a aussi fait remarquer à plusieurs reprises que partout où les travailleurs ne peuvent pas s'exprimer et n'ont pas de voix collective, le droit du public à l'information n'est pas protégé. Quand il n'y a pas de voix collective pour ceux qui sont au sein de structures qui trompent et oppriment le public, alors quelqu'un doit agir courageusement de son propre chef.

Avant Auguste, les Romains de la république finissante savaient que le secret du scrutin était essentiel aux droits du peuple. Mais dans tous les pays du monde où se déroulent des élections dignes de ce nom, Google sait comment vous allez voter. Il est déjà en train de façonner votre paysage politique, dans vos fils d'actualité personnalisés, en fonction de ce que vous voulez lire, de qui vous êtes et de ce que vous aimez. Non seulement il sait comment vous allez voter, mais il vous aide en outre à vous conforter dans votre décision de voter ainsi — à moins qu'un autre message n'ait été acheté par un sponsor.

Sans anonymat de la lecture, il n'y a pas de démocratie. Je veux dire, bien sûr qu'il n'existe pas d'élection juste et libre, mais de manière plus fondamentale, je veux dire qu'il n'existe même plus d'autogouvernance libre.

Et nous sommes toujours très mal informés parce qu'il n'y a pas de syndicat cherchant à mettre en lumière les problèmes éthiques chez les extracteurs de données et que nous avons trop peu de Snowden.

L'avenir des extracteurs de données n'est pas le même pour tous. Google en tant qu'organisation s'est interrogé dès le début sur les implications éthiques de ses activités. Larry Page et Sergey Brin, les fondateurs de Google, ne sont pas tombés par hasard sur l'idée qu'ils avaient une obligation particulière à ne pas faire le mal. Ils comprenaient les dangers potentiels inhérents à la situation qu'ils créaient.



Il est techniquement possible pour Google de faire de Gmail un système véritablement sûr et respectueux du secret de la correspondance, quoique non anonyme. Les messages pourraient être chiffrés — en utilisant des clés publiques dans un réseau de confiance — au sein même des ordinateurs des utilisateurs, dans les navigateurs. Les messages stockés chez Google pourraient être chiffrés à l'aide d'algorithmes dont seul l'utilisateur et non Google posséderait les clés.

Google aurait à renoncer aux maigres profits de Gmail, mais ses actions seraient cohérentes avec l'idée qu'Internet appartient à ses utilisateurs à travers le monde. À long terme, il est bon pour Google de montrer, non seulement qu'il croit en cette idée, mais aussi qu'il agit en conséquence, car c'est la seule manière de regagner la confiance des utilisateurs. Il y a beaucoup de personnes réfléchies et dévouées chez Google qui doivent choisir entre faire ce qui est bon et sonner l'alarme sur ce qui ne l'est pas.

La situation chez Facebook est différente. Facebook opère une mine à ciel ouvert de la société humaine. Scruter tout ce que chacun partage dans sa vie sociale en ligne et instrumentaliser le web pour surveiller tout ce que chacun lit en dehors du système est intrinsèquement immoral.

Mais de Facebook, nous n'avons besoin de rien d'autre que de vérité dans sa communication. Nul besoin de règles, de sanctions ni de lignes directrices. Nous avons seulement besoin de vérité. Facebook devrait s'incliner et dire à ses utilisateurs ce qu'il fait. Il devrait dire : « Nous vous observons à chaque instant que vous passez ici. Nous regardons chacun des détails de ce que vous faites. Nous avons mis le Web sur écoute avec des boutons "J'aime" qui nous informent

automatiquement de ce que vous lisez. » À chaque parent, Facebook devrait dire : « Vos enfants passent des heures chaque jour avec nous. Nous les espionnons bien plus efficacement que vous ne serez jamais capables de faire. Et nous ne vous dirons jamais ce que nous savons d'eux. »

Rien que cela, juste la vérité. Ce serait suffisant. Mais la bande qui fait tourner Facebook, cette petite poignée de personnes riches et puissantes ne s'abaissera jamais au point de vous dire la vérité.

Mark Zuckerberg a récemment dépensé 30 millions de dollars pour acheter toutes les maisons autour de la sienne à Palo Alto en Californie — parce qu'il a besoin de davantage de vie privée. Cela vaut pour nous aussi. Nous devons manifester des exigences semblables en faveur de notre vie privée, aussi bien auprès des gouvernements que des entreprises.



Les gouvernements, comme je l'ai dit, doivent nous protéger de l'espionnage des gouvernements étrangers et doivent assujettir leurs propres écoutes domestiques aux règles établies par la loi. Les entreprises, pour regagner notre confiance, doivent être honnêtes sur leurs pratiques et leurs relations avec le pouvoir. Nous devons savoir ce qu'elle font réellement afin de décider si nous acceptons ou non de leur confier nos données.

Une grande confusion a été créée par la distinction entre données et métadonnées, comme s'il y avait une différence et que l'espionnage des métadonnées était moins grave. L'interception illégale du contenu d'un message viole le secret de son contenu. L'interception illégale des métadonnées du message viole votre anonymat. Ce n'est pas moins grave, c'est différent et la plupart du temps, c'est plus grave. En particulier, la collecte des métadonnées viole l'anonymat de la lecture. Ce n'est pas le contenu du journal que Douglass lisait qui posait problème ; c'était que lui, un esclave, ait eu l'audace de le lire.

Le président peut s'excuser auprès des citoyens pour l'annulation de leur police d'assurance maladie, mais il ne peut se contenter d'excuses au peuple pour l'annulation de la Constitution. Quand vous êtes président des États-Unis, vous ne pouvez pas vous excuser de ne pas être du côté de Frederick Douglass.

Neuf votes à la Cour suprême des États-Unis peuvent remettre nos lois d'aplomb, mais le président des États-Unis possède l'unique vote qui importe en ce qui concerne la fin de la guerre. Car toute cette destruction de la vie privée par le gouvernement, organisée par-dessus un désastre écologique encore plus étendu causé par l'industrie, tout cet *espionnage*, c'est un truc de temps de guerre. Le président doit arrêter la guerre qui fait rage au sein du Net et nous dépossède de nos libertés civiles sous prétexte de vouloir priver d'asile les étrangers mal intentionnés.

Un homme qui apporte à la démocratie les preuves de crimes contre la liberté est un héros. Un homme qui vole la vie privée des sociétés humaines à son profit est un malfaiteur. Nous avons suffisamment d'infamie et pas assez d'héroïsme. Nous devons dénoncer cette différence de manière assez vigoureuse pour encourager d'autres personnes à faire ce qui est juste.

Nous avons vu qu'avec un acharnement digne des opérations militaires les grandes oreilles américaines sont engagées dans une campagne contre la vie

privée du genre humain. Elles compromettent le secret, détruisent l'anonymat et nuisent à l'autonomie de milliards de personnes.

Elles font tout ceci parce qu'une administration américaine extraordinairement imprudente leur a attribué une mission - après avoir échoué à prévenir une attaque très grave de civils sur le territoire national, en grande partie à cause de sa négligence des mises en garde - en décrétant qu'elle ne serait plus jamais placée dans une situation où « elle aurait dû savoir ».

Le problème fondamental était le manque de discernement des politiques, pas celui des militaires. Quand des chefs militaires se voient assigner des objectifs, ils les atteignent au prix de tout dommage collatéral qu'on ne leur a pas explicitement demandé de ne pas dépasser. C'est pourquoi nous considérons le contrôle civil sur les forces armées comme une condition *sine qua non* de la démocratie. La démocratie exige également que les citoyens soient informés.

Le peuple des États-Unis ne veut pas devenir la police secrète du monde

Sur ce sujet, Snowden est d'accord avec Thomas Jefferson [auteur principal de la Déclaration d'indépendance américaine], ainsi qu'avec presque toutes les autres personnes qui ont un jour sérieusement réfléchi au problème. Snowden nous a montré l'extraordinaire complicité entre tous les gouvernements. Ils nous a montré, en d'autres termes, que les politiques souhaitées par les peuples sont partout délibérément contrariées par leurs gouvernements. Ce que veulent les peuples, c'est être protégés contre l'espionnage d'origine étrangère ; ils veulent aussi que les activités de surveillance menées par leur propre gouvernement pour assurer la sécurité nationale soient conduites sous l'examen minutieux et indépendant qui caractérise l'État de droit.

Par ailleurs, le peuple des États-Unis n'est pas prêt à abandonner son rôle de porte-drapeau de la liberté dans le monde. Il n'est pas prêt à se lancer à la place dans la dissémination des procédures du totalitarisme. Nous n'avons jamais voté pour cela. Le peuple des États-Unis ne veut pas devenir la police secrète du monde. Si nous avons dérivé dans cette direction parce qu'une administration imprudente a donné le pouvoir aux militaires, il est temps pour le peuple américain d'exprimer son opinion démocratique et sans appel ^[2].

Nous ne sommes pas les seuls au monde à avoir des responsabilités politiques exigeantes. Le gouvernement britannique doit cesser d'affaiblir les libertés civiles de son peuple et doit cesser d'utiliser son territoire et ses infrastructures de transport comme auxiliaires du mauvais comportement des forces armées américaines. Et il doit cesser de priver la presse de sa liberté. Il doit cesser de mettre sous pression les rédactions qui cherchent à informer le monde des menaces sur la démocratie, alors qu'il se montre assez compréhensif pour les éditeurs qui espionnent les familles de petites filles assassinées.

La chancelière allemande doit arrêter de parler de *son* téléphone mobile et commencer à s'exprimer sur la question de savoir s'il est bon de livrer tous les appels téléphoniques et tous les SMS d'Allemagne aux États-Unis. Les gouvernements qui sont régis par des constitutions protégeant la liberté d'expression doivent se demander, de toute urgence, si cette liberté continue à exister quand tout est espionné, surveillé, écouté.

Outre faire de la politique, nous devons absolument légiférer. Défendre l'État de droit est toujours un travail de juriste. En certains lieux, ces juristes auront besoin d'être extrêmement courageux ; partout ils devront être bien entraînés ; partout ils auront besoin de notre soutien et de notre implication. Mais il est également clair que soumettre les écoutes gouvernementales à l'autorité de la loi n'est pas le seul travail qui attend les juristes.

Comme nous l'avons vu, les relations entre les grandes oreilles militaires aux États-Unis, les grandes oreilles ailleurs dans le monde et les grandes entreprises d'extraction de données sont trop complexes pour être sans danger pour nous. Les révélations de Snowden ont montré que les géants américains de l'extraction de données ont été intimidés, séduits mais aussi trahis par les oreilles. Cela n'aurait pas dû les surprendre, mais ils l'ont apparemment été. Beaucoup d'entreprises gèrent nos données ; la plupart n'ont pas de responsabilité juridique envers nous qu'on puisse faire respecter. Il y a du travail pour les avocats là aussi.

Aux États-Unis, par exemple, nous devrions en finir avec l'immunité accordée aux opérateurs de télécommunication pour leur assistance dans les écoutes illégales. Cette immunité a été prorogée par la loi en 2008. Pendant la course à la présidence, Barack Obama avait dit qu'il ferait obstruction à cette législation. Or, en août 2008, quand il est apparu clairement qu'il serait le prochain président, il

a changé d'avis. Non seulement il a jeté aux orties sa menace d'obstruction, mais en outre il a interrompu sa campagne pour voter en faveur de l'immunité.

Il n'est pas utile de polémiquer sur le bien-fondé de l'extension d'immunité. Nous devons fixer une date - éventuellement le 21 janvier 2017 ^[3] - après laquelle tout opérateur de télécommunications faisant affaire aux États-Unis et facilitant les écoutes illégales devrait être soumis aux règles du régime ordinaire de la responsabilité civile. Une coalition intéressante entre les juristes spécialisés dans les droits de l'homme et les avocats spécialisés en recours collectifs d'ordre commercial émergerait immédiatement, avec des conséquences très positives.

Si cette non-immunité était étendue aux opérateurs de réseau non américains qui font affaire aux États-Unis, par exemple Deutsche Telekom, cela aurait également d'immenses conséquences positives pour les citoyens des autres pays. Dans tout pays où l'immunité existe aujourd'hui *de facto* et peut être levée, elle doit l'être.

Tous les systèmes juridiques connaissent bien les problèmes posés par l'énorme tas de données nous concernant qui sont entre les mains d'autres personnes. Les principes nécessaires sont invoqués chaque fois que vous portez vos vêtements chez le teinturier. Les juristes anglo-saxons appellent ces principes « droit du dépôt » (*law of bailment*). Ce qu'ils entendent par là, c'est que si vous confiez vos affaires à d'autres, ces derniers doivent en prendre soin au moins autant qu'ils le feraient avec les leurs. À défaut, ils sont responsables de leur négligence.

Nous devons appliquer ce principe de la mise en dépôt, qu'il soit désigné sous ce nom ou un autre dans les vocabulaires juridiques locaux, à toutes les données que nous avons confiées à d'autres personnes. Cela rend ces dernières juridiquement responsables envers nous de la manière dont elles s'en occupent. Il y aurait un énorme avantage à appliquer aux données personnelles le droit du dépôt ou un droit équivalent.

Ces règles sont soumises au droit du lieu où le dépôt est effectué. Si le teinturier choisit de déplacer vos vêtements dans un autre lieu et qu'un incendie y survient, le lieu où le feu s'est déclaré est sans importance : la loi en vigueur est celle du lieu où il a pris en charge vos vêtements. Au contraire, les grandes entreprises d'extraction de données exploitent en permanence la ficelle de la règle du lieu (*lex loci*) pour leurs serveurs : « Oh, nous ne sommes pas vraiment dans le pays X, nous sommes en Californie, c'est là que nos ordinateurs se trouvent. » C'est une

mauvaise habitude juridique. Cela ne les desservirait pas trop si on les aidait à en sortir.

Ensuite, il y a du travail à faire au niveau du droit public international. Nous devons tenir les gouvernements responsables les uns envers les autres afin de remédier à la dévastation environnementale actuelle. Les deux gouvernements les plus puissants du monde, les États-Unis et la Chine, sont maintenant fondamentalement d'accord sur leurs politiques vis-à-vis des menaces sur Internet. Le principe de base est le suivant : « Quel que soit l'endroit du net où existe une menace pour notre sécurité nationale, nous allons l'attaquer. »

Dans les années 50, les États-Unis et l'Union soviétique ont mis le monde en péril d'empoisonnement pour cause d'essais atmosphériques d'armes nucléaires. À leur crédit, ils furent capables de conclure des accords bilatéraux pour les interdire. Les États-Unis et le gouvernement chinois pourraient se mettre d'accord pour ne pas transformer l'humanité en zone de tir à volonté pour l'espionnage. Mais ils ne le feront pas.

Nous devons chercher à obtenir réparation, par les voies politique et judiciaire, pour ce qui nous a été fait. Mais la politique et le droit sont trop lents et trop incertains. Sans solution technique, nous n'y arriverons pas, de même qu'on ne peut décontaminer l'air et l'eau ni agir positivement sur le climat à l'échelle mondiale sans changement technologique.

Partout, les entreprises utilisent des logiciels qui sécurisent leurs communications et une bonne part de ces logiciels sont écrits par nous. Par « nous », j'entends ici les communautés qui partagent du logiciel libre ou *open source*, communautés avec lesquelles je travaille depuis des décennies.

Les protocoles qui implémentent des communications sécurisées et que les entreprises utilisent entre elles et avec leurs clients (HTTPS, SSL, SSH, TLS, OpenVPN, etc.) ont tous été la cible de l'interférence des grandes oreilles. Snowden a apporté la preuve des efforts qu'ont fait ces dernières pour casser nos chiffrements.

Les oreilles américaines jouent avec le feu d'un désastre financier mondial. Si elles devaient réussir à compromettre les procédés techniques fondamentaux grâce auxquels les entreprises communiquent de manière sécurisée, il suffirait d'une panne catastrophique pour qu'on bascule dans le chaos financier mondial.

Leur conduite apparaîtra rétrospectivement comme aussi irresponsable du point de vue économique que la dévaluation de la monnaie romaine. Ce n'est ni plus ni moins qu'une menace pour la sécurité économique du monde.

La mauvaise nouvelle est qu'elles ont fait quelques pas en direction de la catastrophe irrémédiable. D'abord, elles ont corrompu la science. Elles ont secrètement influencé l'élaboration des standards techniques, affaiblissant ainsi la sécurité de tous, partout, afin de faciliter le vol de données à leur profit.

Ensuite, elles ont volé des clés, comme seuls les voleurs les mieux financés du monde peuvent le faire. Elles ont investi tous les endroits où est fabriqué du matériel intégrant des clés de chiffrement.

Début septembre ^[4], quand les documents de Snowden sur ce sujet ont été rendus publics, les ondes de choc se sont propagées dans toute l'industrie. Mais les documents divulgués ont également montré que les grandes oreilles sont encore obligées de voler les clés plutôt que de casser nos verrous. Elles ne disposent pas encore de l'expertise technique suffisante pour casser les bases du chiffrement qui forme le socle de l'économie mondiale.

La publication des types de chiffrement que la NSA ne peut casser est la plus incendiaire des révélations de Snowden du point de vue des grandes oreilles. Aussi longtemps que personne ne sait ce qu'elles ne sont pas en capacité de lire, elles jouissent d'une aura d'omniscience. Lorsqu'on saura ce qu'elles ne peuvent pas lire, tout le monde va utiliser ce type de chiffrement et elles seront alors rapidement dans l'incapacité de lire quoi que ce soit.

Nous devons banaliser l'usage par les particuliers de technologies déjà adoptées par les entreprises, visant à sécuriser les communications et protéger la vie privée. Utiliser ces technologies doit être aussi simple qu'installer un détecteur de fumée

Snowden a dévoilé que leurs avancées sur les bases de notre cryptographie étaient bonnes mais pas excellentes. Il nous a aussi montré que nous avons très peu de temps pour l'améliorer. Nous devons nous dépêcher de remédier au tort qui nous a été fait par la corruption des standards techniques. À partir de maintenant, les communautés qui font les logiciels libres de chiffrement pour les

autres doivent partir du principe qu'elles se heurtent aux « services nationaux du renseignement ». Dans ce domaine, c'est une mauvaise nouvelle pour les développeurs car il s'agit de jouer dans la cour des grands. Quand vous jouez contre eux, la plus minuscule des erreurs est fatale.

De plus, nous devons modifier l'environnement technique afin qu'il soit plus sûr pour les personnes ordinaires et les petites entreprises. Ceci consiste pour une grande part dans la diffusion de technologies que les grandes entreprises utilisent depuis une décennie et demie. Beaucoup trop peu a été accompli dans ce domaine jusqu'à présent. C'est comme si chaque usine de nos sociétés était équipée d'un système de protection perfectionné contre l'incendie - détecteurs de fumée, détecteurs de monoxyde de carbone, arroseurs, lances à haute pression, extincteurs de haute qualité - alors que les maisons du commun des mortels n'avaient rien de tout ça.

Nous devons banaliser l'usage par les particuliers de technologies déjà adoptées par les entreprises, visant à sécuriser les communications et protéger la vie privée. Utiliser ces technologies doit être aussi simple qu'installer un détecteur de fumée, fixer un extincteur au mur, dire à vos enfants quelle porte prendre si l'escalier brûle ou même attacher une échelle de corde à la fenêtre du premier étage. Rien de tout cela ne règle le problème de l'incendie, mais s'il éclate, ces mesures simples sauveront la vie de vos enfants.

Il existe beaucoup de projets logiciels et de jeunes pousses qui travaillent sur des mesures de ce type. Ma FreedomBox, par exemple, est un de ces projets logiciels bénévoles. Et je suis enchanté de voir s'installer le début d'une concurrence commerciale. Les entreprises sont maintenant averties : les peuples du monde n'ont pas consenti à ce que les technologies du totalitarisme soient ancrées dans chaque foyer. Si le marché leur propose de bons produits, qui rendent l'espionnage plus difficile, ils les achèteront et les utiliseront.

Le courage de Snowden est exemplaire. Mais il a mis fin à ses efforts parce que c'est *maintenant* qu'il nous faut savoir. Nous devons accepter en héritage sa compréhension de cette situation d'urgence extrême. Nos hommes politiques ne peuvent pas se permettre d'attendre. Ni aux États-Unis, où la guerre doit s'arrêter. Ni dans le monde, où chaque peuple doit exiger de son gouvernement qu'il remplisse son obligation minimale de protection de sa sécurité.

C'est à nous de terminer le travail qu'ils ont commencé.

Nous avons besoin de décentraliser les données. Si nous conservons tout dans un seul grand tas - s'il y a un type qui conserve tous les messages électroniques et un autre qui gère tous les partages sociaux, alors il n'y a aucun moyen véritable d'être plus en sécurité que le maillon le plus faible de la clôture qui entoure ce tas.

En revanche, si chacun de nous conserve ce qui lui est propre, les maillons faibles de la clôture ne livreront à l'attaquant que les affaires d'une et une seule personne. Ce qui, dans un monde gouverné par le principe de l'État de droit, serait optimal : cette seule personne est la personne qu'on *peut* espionner car on a pour cela des éléments tangibles ^[5].

La messagerie électronique s'adapte admirablement bien à un système où personne n'est au centre et ne conserve tout. Nous devons créer un serveur de messagerie pour monsieur tout-le-monde, qui coûte moins de cinq euros et puisse être posé à l'endroit où l'on plaçait ordinairement le répondeur téléphonique. Et quand il casse, on le jette.

La décentralisation des partages sociaux est plus difficile, mais reste à notre portée. Pour les personnes engagées et douées pour la technologie partout dans le monde, c'est le moment crucial, car si nous faisons notre travail correctement, la liberté survivra ; et quand nos petits-enfants diront « Alors, qu'avez-vous fait à cette époque ? », la réponse pourrait être « J'ai amélioré SSL. »

Snowden a fait avancer avec noblesse nos efforts pour sauver la démocratie. Ce faisant, il s'est hissé sur les épaules d'autres personnes. L'honneur lui en revient et à eux aussi, mais la responsabilité est nôtre. C'est à nous de terminer le travail qu'ils ont commencé. Nous devons veiller à ce que leur sacrifice ait un sens, veiller à ce que cette nation, toutes les nations, connaissent une renaissance de la liberté, et à ce que le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, ne disparaisse pas de la surface de la Terre.

Cet article est dérivé de la série de conférences « Snowden and the Future », donnée à la Columbia Law School fin 2013 et disponible à l'adresse snowdenandthefuture.info. Une première traduction en français de ces

conférences a été effectuée par Geoffray Levasseur et publiée à l'adresse www.geoffray-levasseur.org.

Notes

[1] En anglais, *union* signifie à la fois « union » et « syndicat ». Dans la suite du texte, ce mot est employé dans l'un ou l'autre sens.

[2] *Register their conclusive democratic opinion* : cela fait probablement allusion aux sites web où les habitants d'un État américain peuvent donner leur avis sur les politiques publiques de cet État. Par exemple : <http://www.governor.iowa.gov/constituent-services/register-opinion/>

[3] Date probable d'investiture du prochain Président des États-Unis.

[4] Septembre 2013.

[5] *Probable cause* : concept de droit aux États-Unis qui désigne l'existence d'éléments tangibles justifiant des poursuites pénales.

Crédits images

- *Privacy erased* par opensource.com (CC-BY-SA)
- *Faceboogator* par Dimitris Kalogeropoylos ((CC BY-SA 2.0)

Quand on touche à la vie privée, c'est la démocratie qui est menacée (2/3)

Voici enfin la suite des conférences d'Eben Moglen sur les révélations d'Edward Snowden. Pour vous remettre dans le bain, reportez-vous à la première partie. Ce

texte a été publié avant que le Congrès des États-Unis ne refuse de proroger tels quels les amendements à la loi dite FISA (Foreign Intelligence Surveillance Act) donnant une grande latitude à la NSA pour surveiller les citoyens et résidents des États-Unis (la surveillance du reste de la planète restant inchangée).

Mais l'Union européenne et en particulier la France semblent suivre le chemin inverse ; il semble qu'elles n'aient rien appris des révélations de Snowden. Faites lire ce texte à vos proches, pour qu'à leur tour ils voient les conséquences de ce qui se trame et puissent nous aider à faire pression pour essayer d'éviter le pire.

Source : The Guardian, Privacy under attack: the NSA files revealed new threats to democracy

Traduction : Thérèse, fatalerrors (Geoffray Levasseur), goofy, audionuma, Diab, Paul, Omegax, lumi

En d'autres termes, le respect de la vie privée est requis pour l'exercice de l'autogouvernance démocratique. Les efforts tendant à soumettre la société humaine à ces méthodes de surveillance généralisée sont l'antithèse de la liberté. C'est la conversation que n'ont pas tenue tous ces « N'écoute pas mon téléphone portable ! » trompeurs ^[1]. Si cela ne tenait qu'aux gouvernements nationaux, le débat en resterait à ce niveau de charlatanisme pour toujours.



Le gouvernement des États-Unis et ses grandes oreilles n'ont pas avancé un seul argument pouvant nous convaincre que ce qu'il font est compatible avec l'éthique de la liberté, les lois constitutionnelles américaines ou les droits de l'homme internationaux. Au lieu de cela, ils essaient autant que possible de changer de sujet, et s'ils ne parviennent pas à en changer, à accuser le messenger.

Personne n'a besoin d'accéder à des documents classés secrets pour voir comment les forces armées et les stratèges se sont adaptés à la fin de la Guerre froide en planifiant la surveillance invasive des sociétés du monde. Depuis le

début des années 90, la documentation publique concernant la politique de défense américaine montre que les planificateurs et stratèges militaires avaient prévu un monde dans lequel les États-Unis n'auraient pas d'adversaire étatique significatif. Par conséquent, nous serions forcés de nous engager dans un ensemble de « conflits asymétriques », ce qui signifiait des « guérillas » impliquant des « acteurs non étatiques ».

Au cours de la redéfinition du comportement stratégique des États-Unis, les stratèges militaires et leurs collègues de la communauté du renseignement en sont venus à voir les droits américains à la vie privée dans les communications comme l'équivalent d'un asile pour les groupes terroristes. Ils étaient convaincus que les forces armées des États-Unis, les grandes oreilles, devraient nécessairement s'attaquer à ces asiles.

Puis, à l'avènement du 21^e siècle, une administration américaine qui restera dans l'Histoire pour sa tendance à tirer d'abord et réfléchir ensuite a tout gobé - hameçon, ligne et plomb ^[2] - du plan comportant « refus d'asile », surveillance invasive et « totale connaissance de l'information ». Dans un intervalle de temps vraiment court, depuis janvier 2002, principalement en secret, ils ont mis tout ça sur pied.

Les conséquences partout dans le monde n'ont pas été controversées, c'est à noter. Dans une large mesure, les États ont approuvé ou accepté. Après septembre 2001, le gouvernement des États-Unis a fait une démonstration de force tout à fait extraordinaire aux yeux du monde : vous étiez soit avec nous, soit contre nous. Par ailleurs, beaucoup d'autres gouvernements en étaient venus à fonder de manière capitale leurs propres services de renseignement sur la coopération avec les oreilles des États-Unis.

Une fois l'actuelle administration américaine bien installée, des responsables politiques de haut niveau ont considéré qu'il y avait un consensus multilatéral concernant les écoutes ayant pour objet les autres sociétés : elles ne pouvaient être arrêtées et donc ne devaient pas être limitées. Les Chinois ont approuvé. Les États-Unis ont approuvé. Les Européens ont approuvé ; leur position était quelque peu réticente, mais ils étaient dépendants des écoutes effectuées par les États-Unis et n'avaient pas tellement le pouvoir d'objecter.

Personne ne l'a annoncé aux peuples du monde. Depuis la fin de la première

décennie du 21^{ème} siècle, un fossé s'est ouvert entre les droits que les peuples du monde pensent posséder et ceux qui ont été bradés par leurs gouvernements en contrepartie d'un renseignement qui n'est utile qu'aux gouvernements eux-mêmes. Ce fossé est si profond, si fondamental pour la signification de la démocratie, que les opérateurs de ce système ont commencé à douter de sa légitimité - ce qu'ils auraient dû faire plus tôt.

Snowden a vu ce qui est arrivé aux autres lanceurs d'alerte et a agi en conséquence. Sa théorie politique est tout à fait exacte et totalement cohérente. Il dit que l'existence de ces programmes, non révélée au peuple américain, est une violation fondamentale des valeurs démocratiques des États-Unis. Assurément, il ne peut y avoir d'argument pour le contester.

La position de Snowden est qu'un effort si global, si massivement puissant et si propice aux abus ne devrait pas être entrepris sans consentement démocratique. Il a exprimé à maintes reprises sa croyance que le peuple des États-Unis a le droit de donner ou refuser ce consentement *informé*. Mais Snowden a également identifié le fait de soumettre la population mondiale à ces programmes comme une action problématique méritant une forme d'analyse morale et éthique qui va bien au-delà de la simple raison d'État ^[3].

Snowden veut dire, je pense, que nous devrions prendre ces décisions, non pas dans l'intérêt étroit et égoïste d'une nation, mais avec un sens moral particulièrement élevé de ce qui est approprié de la part d'une nation qui voudrait se faire passer pour le symbole de la liberté aux yeux de l'humanité.

Nous pouvons parler, naturellement, des lois constitutionnelles des États-Unis et de l'importance de l'appareil législatif américain - règles, protections, droits, devoirs - avec le respect qui leur est dû. Mais il doit être clair dans notre esprit que, lorsque nous parlons des traditions constitutionnelles des États-Unis en matière de liberté et d'esclavage, nous ne parlons pas seulement de ce qui est écrit dans les livres de droit.

Nous sommes confrontés à deux affirmations — on les entend partout — qui résument bien les orientations contre lesquelles nous travaillons. La première dit : « C'est sans espoir, la vie privée n'existe plus, à quoi bon lutter ? » ; la seconde : « Je ne fais rien de mal, pourquoi devrais-je m'en soucier ? » Ce sont là les objections les plus significatives qui nous sont opposées lorsque nous faisons

ce que nous savons devoir faire.

***Si nous ne faisons rien de mal,
alors nous avons le droit de résister***

Tout d'abord, notre lutte pour la survie de la vie privée est loin d'être sans espoir. Snowden nous a décrit quelle protection était encore efficace. Son souci était de différencier les formes de communication en réseau définitivement corrompues et inutilisables, de celles qui sont mises en danger par les assauts continuels d'une agence dévoyée et de celles que, même avec son immense pouvoir, son poids financier, ses ambitions déplacées et ses efforts consciencieux, cette agence n'arrive pas à casser.

Le désespoir est seulement une maladie qu'ils veulent vous voir attraper, pas une maladie inéluctable.

Quant à la seconde affirmation, nous nous devons d'y répondre tout à fait clairement : « Si nous ne faisons rien de mal, alors nous avons le droit de résister. » Si nous ne faisons rien de mal, alors nous avons le droit de faire tout notre possible pour maintenir l'équilibre traditionnel entre nous et le pouvoir qui écoute. Nous avons le droit d'être invisibles. Nous avons le droit de parler de manière inaudible. Nous avons le droit de parler des langues qu'ils ne comprennent pas. Nous avons le droit de nous rencontrer aux endroits, aux moments et de la manière qui nous conviennent.

Nous avons une tradition constitutionnelle aux États-Unis contre les mandats de portée générale. Elle est née au 18^e siècle pour de bonnes raisons. Nous limitons la capacité de l'État à perquisitionner des lieux et à saisir des objets à ce qu'un juge indépendant estime raisonnable d'autoriser.

Ce principe qui lui était cher, le Premier Congrès l'a placé dans notre Déclaration des droits parce qu'il était cher aux Nord-Américains britanniques ; parce qu'au cours du 18^{ème} siècle, ceux-ci avaient appris de quelle manière le pouvoir exécutif pouvait se servir des mandats de portée générale pour tout fouiller, partout, à la recherche d'une chose qui lui déplaisait et en forçant les pouvoirs locaux à l'y aider. Ce fut un problème au Massachusetts en 1761^[4] et cela resta un problème jusqu'à la fin de l'autorité britannique en Amérique du Nord. Et

même alors le problème demeura parce que les présidents, sénateurs et *chancellors* (juges) étaient eux aussi sans scrupules dans leurs comportements. Thomas Jefferson aussi, comme le président actuel, a annoncé un jeu bien meilleur qu'il n'avait en réalité.

Ce principe est assez clair. Mais il n'y a que neuf votes à la Cour suprême des États-Unis, et ce sont les seuls qui comptent pour le moment ^[5]. Nous devons attendre de voir combien d'entre eux sont prêts à reconnaître la simple inconstitutionnalité d'un système scélérat beaucoup trop gros pour faire faillite. Mais puisque ces neuf votes sont les seuls qui ont de l'importance, le reste d'entre nous devons mener nos activités d'une autre façon.

La tradition constitutionnelle des États-Unis que nous admirons a principalement été établie par des personnes qui ont fui l'Europe et sont venues en Amérique du Nord pour être libres. Ce sont leurs activités politiques et intellectuelles que nous retrouvons traduites dans les documents qui ont construit la République.

Mais il y a une seconde tradition constitutionnelle. Elle fut établie par des personnes qui ont été amenées ici contre leur gré ou qui sont nées dans l'esclavage et ont dû fuir pour pouvoir être libre, ici même. Cette seconde tradition constitutionnelle est légèrement différente par sa nature de la première, même si elle a conduit, en fin de compte, à des conclusions similaires.



Fuir l'esclavage est une activité de groupe. Fuir l'esclavage requiert l'assistance de ceux qui pensent que l'esclavage est une mauvaise chose. Les gens, aux États-Unis, ont oublié ce que notre tradition constitutionnelle doit au contact entre des personnes qui avait besoin de fuir pour devenir libres et des personnes qui savaient qu'elles devaient les aider, parce que l'esclavage est mal.

Nous avons maintenant oublié que durant l'été 1854, quand Anthony Burns — qui avait fui l'esclavage depuis Richmond en Virginie — fut renvoyé en esclavage par un juge d'État agissant comme commissaire fédéral pour le *Second Fugitive Slave Act* ^[6], Boston dut être placée sous la loi martiale pendant trois jours entiers. Les troupes fédérales bordaient les rues alors que Burns était conduit sous escorte vers le port de Boston et placé à bord d'un bateau pour le renvoyer à l'esclavage. Si Boston n'avait pas été contenue par la force, il y aurait eu une émeute.

Quand Frederick Douglass a fui l'esclavage en 1838, il eut l'aide de sa chère Anna Murray, qui lui envoya une partie de ses économies et les vêtements de marin qu'il porta. Il eut l'aide d'un marin noir libre qui lui donna des papiers d'identité. De nombreuses personnes prirent beaucoup de risques pour l'aider à atteindre New York.

Notre tradition constitutionnelle ne repose pas seulement sur les droits négatifs qui se trouvent dans la Déclaration des droits. Elle repose également sur l'histoire d'une lutte de la communauté, souvent illégale d'un point de vue formel, pour la liberté et contre l'esclavage. Cette partie de notre tradition dit que la libération du contrôle oppressif doit être accordée à tous les peuples, partout, comme un droit. Elle dit que l'esclavage est tout simplement immoral, qu'il ne peut être toléré, ni justifié par la peur du maître ou un besoin de sécurité.

Par conséquent, la tradition constitutionnelle que les Américains devraient défendre actuellement est une tradition qui va bien au-delà de toute limitation spatiale ou temporelle pouvant s'appliquer au quatrième amendement ^[7]. Le peuple des États-Unis ne doit pas se contenter de défendre le droit d'être libre des intentions oppressives du gouvernement national, il ne doit pas simplement se battre pour une chose qui est incarnée par la clause de procédure régulière ^[8] du quatorzième amendement. Nous devrions plutôt nous battre contre les processus totalitaristes ; car l'esclavage est mal. Parce que soumettre l'ensemble du genre humain à la surveillance du maître est mal. Parce que fournir l'énergie, l'argent, la technologie, le système pour assujettir la vie privée de tous dans le monde — pour détruire l'asile de la liberté de parole américaine — est mal.

Snowden nous a donné la chose la plus précieuse qu'un peuple jouissant de l'autonomie démocratique puisse avoir, l'information sur ce qui se passe. Si nous voulons exercer nos droits en tant que peuple autogouverné en exploitant les informations qu'il nous a livrées, nous devons avoir clairement à l'esprit les fondements politiques de notre action. Elles ne se limitent pas seulement aux paroisses, ou aux nations, ou à ce que l'on trouve dans les archives des décisions de la Cour suprême.

Une nation conçue dans la liberté et dévouée à la proposition que tous les hommes sont nés égaux a réduit en esclavage des millions de personnes. Elle s'est lavée de ce péché dans une terrible guerre. Le peuple des États-Unis devrait en tirer la leçon et est appelé à le faire aujourd'hui.

***chaque gouvernement doit subordonner ses écoutes
domestiques***

aux principes de l'État de droit

À la lumière de ce que nous savons grâce à Snowden, les citoyens, partout, doivent exiger deux choses de leur gouvernement. En premier lieu, nous devons dire à nos dirigeants « Vous avez la responsabilité, le devoir, de protéger nos droits en nous protégeant de l'espionnage venant de l'extérieur ». Tout gouvernement a cette responsabilité. Il doit protéger le droit de ses citoyens à être libres de la surveillance intrusive de masse d'autres États. Aucun gouvernement ne peut prétendre à la souveraineté et à la responsabilité à moins de tout mettre en œuvre, dans la mesure de son pouvoir et de ses moyens, pour garantir ce résultat.

En second lieu, chaque gouvernement doit subordonner ses écoutes domestiques aux principes de l'État de droit. L'arrogance monumentale des grandes oreilles et la stupidité de la dernière administration ont laissé le gouvernement des États-Unis dans un piège qui n'avait pas lieu d'être. Avant que la dernière administration n'affranchisse ses oreilles de la loi, le gouvernement américain aurait pu regarder le monde en face et proclamer que seules ses oreilles étaient soumises aux règles de l'État de droit. Cela aurait été une prétention exacte. Mais pour presque rien, l'histoire s'en souviendra, ils ont jeté cela aux orties.

Aux citoyens américains revient une plus grande responsabilité. Le gouvernement projette l'immensité de son pouvoir dans la destruction de la vie privée au sein des autres sociétés du monde. Il le fait sans aucun contrôle ni supervision démocratique et son peuple doit l'arrêter. Le rôle des Américains comme symbole de liberté dans le monde n'exige rien de moins.

La liberté a été pourchassée tout autour du globe. L'Asie et l'Afrique l'ont expulsée depuis longtemps. L'Europe a été harcelée pour que cette liberté soit traitée comme une étrangère et le Royaume-Uni l'arrêterait à Heathrow s'il la voyait arriver. Le président des États-Unis a exigé que personne n'accepte la fugitive et il n'est peut-être que la présidente brésilienne, Dilma Rousseff, pour souhaiter préparer le moment venu un asile pour l'humanité.

Les dirigeants politiques du monde entier ont eu beaucoup de choses à dire depuis que Snowden a commencé ses révélations, mais pas une fois on n'a entendu une déclaration du genre « Je regrette d'avoir soumis mon propre peuple à ces procédés ». La chancelière allemande, malgré une réélection triomphale

sans un nuage dans son ciel politique, n'est pas en position de dire « J'ai été d'accord avec les Américains pour autoriser l'interception de 40 millions d'appels téléphoniques par jour ; je veux juste qu'ils arrêtent d'écouter mon téléphone ! »

Les grandes oreilles américaines ont affaire à une crise politique allant bien au delà de ce qu'ils avaient pu imaginer. Elles n'apprécient pas d'apparaître au grand jour, ni même d'être simplement visibles. Elles ont perdu leur crédibilité auprès de l'industrie de la cybersécurité, car cette dernière a pris conscience qu'elles ont trahi leurs promesses implicites sur ce qu'elles ne pirateraient pas. L'industrie de la finance mondiale est envahie de peur à la vue de ce qu'elles ont fait. Les autres agences du gouvernement des États-Unis, sur le soutien desquelles elles peuvent habituellement compter, les fuient.

ils sont en train de faire du net un espace de guerre perpétuelle

Nous n'aurons plus jamais un tel moment de désarroi politique dans le camp qui agit contre la liberté. Non seulement ils ont rendu ce problème évident pour tout le monde — non seulement ils ont fait des martyrs de nos camarades résidant à Fort Leavenworth ^[9], à l'ambassade d'Équateur à Londres ^[10] et dans un endroit secret de Moscou ^[11] — non seulement ils ont allumé un incendie qu'ils ne peuvent plus éteindre en pissant dessus, mais ils ont aussi perdu leur armure. Ils se tiennent devant nous dans la totalité de qui ils sont réellement. Il nous appartient de montrer que nous les reconnaissons pour ce qu'ils sont.

Ce qu'ils ont fait, c'est de créer un état de guerre permanent sur le net. Douze années d'une guerre qui semble sans fin ; ils sont en train de faire du net un espace de guerre perpétuelle. Nous devons imaginer à nouveau de quoi aurait l'air un Internet en paix — la cyberpaix. Les jeunes gens de par le monde qui travaillent en ce moment sur la théorie de la cyberpaix font le travail politique le plus important de notre temps. Il nous faudra désormais assurer ce que les démocraties assurent le mieux, la paix. Nous devons être disposés à déclarer la victoire et rentrer chez nous. Quand nous le ferons, nous laisserons derrière nous un Internet qui ne sera plus en état de guerre, un Internet qui n'utilisera plus la surveillance pour détruire la vie privée, fondement de la démocratie.

C'est une question de droit public international. Au final, c'est semblable à l'interdiction des armes chimiques ou des mines antipersonnel, une question de

traités de désarmement, une question de maintien de la paix.

La difficulté, c'est que nous n'avons pas seulement affaire à nos concitoyens, bons et patriotes, pour qui des élections sont un remède suffisant, mais également à une immense structure de surveillance privée qui est devenue réalité. Cette structure a tout à fait le droit d'exister dans un marché libre, mais elle génère maintenant un désastre écologique dont seuls les gouvernements ont bénéficié. Par conséquent nous ne devons pas seulement réfléchir à ce que sont nos politiques vis-à-vis des États mais également vis-à-vis des entreprises.

En fait, nous en sommes encore à un spectacle de marionnettes où les objets légitimes de la surveillance internationale — nommément les politiciens, chefs d'état, cadres de l'armée et diplomates — sont en train de pleurer en nous disant *qu'ils* ne devraient pas être écoutés. Comme s'ils étaient *nous* et avaient le droit d'être laissés tranquilles.

Et ceci, bien sûr, c'est ce qu'ils veulent. Ils veulent nous induire en erreur. Ils veulent que nous pensions qu'ils *sont* nous — qu'ils ne sont pas les personnes qui ont permis à tout ceci d'arriver, qui l'ont applaudi, qui en ont fait commerce.

Nous devons faire face aux problèmes que leurs duperies ont créés. Les grandes oreilles ont détruit la politique de liberté d'Internet du gouvernement des États-Unis. Ils ont eu une bonne main tant qu'ils ont pu jouer des deux côtés à la fois. Et à présent, nous avons des collègues et camarades partout dans le monde qui travaillent pour la liberté du net dans les sociétés dangereuses ; ils dépendent du support matériel et de l'assistance du gouvernement des États-Unis et ils ont maintenant toutes les raisons d'être effrayés.

Que se serait-il passé si les chemins de fer clandestins ^[12] avaient été constamment soumis à un effort de pénétration de la part du gouvernement des États-Unis au nom de l'esclavage ? Que se serait-il passé si tous les livres des 500 dernières années avaient signalé leurs lecteurs à la maison mère ?

***Lorsque nous décidons de donner des informations
personnelles,***

nous fragilisons également la vie privée d'autres

personnes.

La mauvaise nouvelle pour les peuples de la planète, c'est que tout le monde nous a menti de manière éhontée pendant près de vingt ans. La bonne nouvelle, c'est que Snowden nous a dit la vérité.

Edward Snowden a révélé des problèmes auxquels nous devons trouver des solutions. La vaste organisation industrielle de surveillance qui s'est développée depuis 2001 n'aurait pas pu se construire sans les sous-traitants du gouvernement ni l'industrie de l'extraction de données. Tous deux sont impliqués dans une crise écologique causée par la surenchère industrielle. Nous avons échoué à saisir la nature de cette crise parce que nous avons mal compris la nature de la vie privée. Les entreprises ont cherché à profiter de notre confusion et les gouvernements en ont profité encore davantage, ce qui menace la survie même de la démocratie.



Dans ce contexte, nous devons nous souvenir que la vie privée concerne notre environnement social, pas les interactions isolées que nous avons individuellement avec d'autres. Lorsque nous décidons de donner des informations personnelles, nous fragilisons également la vie privée d'autres personnes. Par conséquent, la vie privée est toujours une relation entre de nombreuses personnes, plutôt qu'une transaction entre deux d'entre elles.

Beaucoup de gens vous prennent de l'argent en occultant cette distinction. Par exemple, ils vous proposent des services de messagerie gratuits. En retour, ils vous demandent de les laisser lire tous vos messages. Leur objectif affiché est de vous envoyer des publicités. Ce n'est qu'un échange entre deux parties. Ou alors, ils vous offrent un hébergement gratuit pour vos communications sociales, puis ils observent tout ce que regarde tout le monde.

C'est pratique pour eux, mais frauduleux. Si vous acceptez cette supposée offre bilatérale de service de messagerie qui vous est fourni gratuitement pour autant

qu'ils puissent tout lire, alors chaque personne qui correspond avec vous est soumise à ce marché. Si dans votre famille il y a quelqu'un qui reçoit ses messages avec Gmail, alors Google obtient une copie de toutes les correspondances de votre famille. Si un autre membre de votre famille reçoit ses messages à l'aide de Yahoo, alors Yahoo reçoit également les correspondances de toute votre famille.

Peut-être que déjà ce niveau de surveillance des messages de votre famille par des grandes entreprises est trop pour vous. Mais comme les révélations de Snowden ont pu le montrer, à la déconfiture des gouvernements et de ces entreprises, elles ont aussi partagé tout ces courriers avec le pouvoir — qui les achète, obtient des tribunaux des injonctions à les produire ou les vole — que cela leur plaise ou non.

Ce sera la même chose si vous décidez de vivre votre vie sociale sur un site Internet géré par un abruti qui surveille toute interaction sociale en gardant une copie de tout ce qui est dit et en regardant tout le monde regarder tous les autres. Si vous amenez de nouveaux « amis » vers ce service, vous les attirez dans cette inspection dégueulasse, en les forçant à subir tout cela avec vous.

C'est un problème *écologique* parce que nos choix individuels aggravent l'état du groupe dans son ensemble. L'intérêt des entreprises de service, mais pas le nôtre, est de cacher cet aspect du problème et de se concentrer sur l'obtention de consentements individuels. D'un point de vue juridique, l'essence d'une transaction est le consentement. Si la vie privée est transactionnelle, votre consentement à l'espionnage est tout ce dont l'espion commercial a besoin. Mais si la vie privée est comprise correctement, le consentement est généralement hors sujet et se focaliser dessus est fondamentalement inapproprié.

En ce qui concerne la pureté de l'air et de l'eau, nous ne fixons pas les limites acceptables de pollution par consentement ; la société a établi des normes de propreté que tout le monde doit respecter. Les lois environnementales ne sont pas des lois de consentement. Mais pour ce qui est du respect de la vie privée, on nous a autorisés à nous faire des illusions ; ce qui est véritablement un sujet de réglementation environnementale nous a été vendu comme un simple problème de négociation bilatérale. Les faits montrent que ceci est totalement faux.

(à suivre...)

Notes

[1] Référence aux protestations de dirigeants politiques, notamment d'Angela Merkel.

[2] Il y a ici double référence ; *swallow something hook, line and sinker* pourrait se traduire en « gober n'importe quoi », mais aussi il y a référence au roman d'espionnage en trois parties, *Spy Hook, Spy Line* et *Spy Sinker* de Len Deighton.

[3] En français dans le texte.

[4] En 1761 eurent lieu les toutes premières révoltes d'une colonie britannique d'Amérique du Nord, suite au Navigation Act limitant le commerce colonial et à l'insistance du roi Charles II pour y établir l'église anglicane. Le roi réagira en ordonnant des perquisitions, saisies et exécutions massives. Ces révoltes seront considérés comme les prémisses de la Guerre d'Indépendance.

[5] Aux États-Unis, la Cour suprême n'est pas seulement la plus haute autorité judiciaire, elle statue également sur la constitutionnalité de la loi, comme le fait notre Conseil constitutionnel.

[6] « Deuxième loi sur les esclaves fugitifs » votée par le Congrès le 18 septembre 1850, annulée de facto par le vote du 13ème amendement en 1865 abolissant l'esclavage.

[7] Amendement fixant le cadre de la juridiction fédérale des États-Unis et les limites du droit de vote ou d'éligibilité, ainsi que l'invalidation de toutes dettes financières en rapport avec des activités de rébellion ou esclavagistes.

[8] *Due process clause* : cette clause interdit à l'État toute condamnation sans procédure judiciaire régulière.

[9] Lieu de détention de Chelsea Manning.

[10] Lieu de retranchement de Julian Assange.

[11] Résidence actuelle d'Edward Snowden.

[12] *Underground railroad* : réseaux de fuite des années 1850 pour les esclaves aux États-Unis.

Crédits images

- Eben Moglen par Doc Searls (CC-BY-2.0)
- François-Auguste Biard *Abolition de l'esclavage* (détail) - Domaine public
- Logo NSA inside par Bruce Sterling (CC-BY-2.0)